

### De la rente pétrolière et du placement des réserves de change en particulier



L'Algérie ne pourra aller vers un Etat de droit, une bonne gouvernance que si six (6) questions fondamentales sont traitées dans la plus grande transparence, car évoquer le secret défense ne tient pas la route, mais voile des intérêts d'une minorité rentière souvent sous le couvert de discours chauvinistes d'intérêt national, puisque la majorité des pays démocratiques à travers leur parlement évoquent ce genre de sujet. Or, existe un théorème en sciences politiques dit 80/20%. Car il faut s'attaquer à l'essentiel et non à l'accessoire, 80% d'actions mal ciblées que l'on voile par de l'activisme ministériel, ne donnent qu'un impact sur 20%, alors que 20% d'actions bien ciblées donnent un impact de 80%

1.-La gestion de la rente de Sonatrach qui est la propriété de tout le peuple algérien impliquant sa gestion démocratique et un calcul cumulé de 1990/2010 pour déterminer les évolutions des recettes, la part investie par Sonatrach (coûts projet par projet des dépenses prévues et les dépenses réalisées- idem pour tous les secteurs) et le versement au trésor.

2.-La gestion de la distribution de la rente, c'est à dire l'octroi des crédits également le montant cumulé structurellement et sectoriellement depuis 20 ans, impliquant la réforme profonde de tout le système financier et non des replâtrages techniques ou organisationnels, réforme souvent annoncée mais toujours différée.

3.-La gestion des réserves de change d'environ 144 milliards de dollars début janvier 2010 mais impliquant une consolidation : combien avons-nous placé à l'étranger depuis 20 ans, en précisant la nature, en bons de trésor ou dans des banques internationales, par qui, dans quel pays et à quel taux d'intérêt.

4.- La quantification de la dépense publique et son impact sur le taux de croissance et le taux de chômage non artificiellement gonflé mais le réel, sur le social notamment sur le niveau de l'inflation et sur le pouvoir d'achat de la majorité de la population en spécifiant la répartition du revenu national entre les différentes couches sociales.

5.- L'efficacité de la dépense publique en référence aux institutions mis ou qui devait être mis en place dans le cadre de cette difficile transition vers l'économie de marché qui ne saurait signifier anarchie mais un Etat régulateur fort, fort que par la moralité de ses hommes et de ses institutions, pour suivre cette efficacité, évitant notamment la mauvaise gestion et la corruption notamment des organes au sein de l'exécutif, les organes d'audits, les commissaires aux comptes qui sont devenus au fil des années des fonctionnaires des conseils d'administration sans rotation, l'inspection générale des finances, et surtout les organes indépendants de l'exécutif comme la cour des comptes (pourquoi son gel ?), le parlement en évitant de nouvelles commissions et encore des commissions qui ont montré leurs inefficacités, comme cette solution de facilité de changer de lois à chaque problème.

L'Algérie selon l'avis unanime des experts juridiques a trop de lois et les textes juridiques existants sont parmi les meilleures du monde sur le papier, alors que les pratiques sociales contredisent quotidiennement ces lois, alors que l'objectif stratégique est de maîtriser la régulation d'ensemble supposant que l'on débattre du futur rôle de l'Etat dans le développement économique et social face aux turbulences d'une économie mondialisée en perpétuelle évolution tenant compte du nouveau défi écologique, du passage de collectivités locales providences aux collectivités locales entreprises par une réelle décentralisation, et non encore la vision bureaucratique d'une déconcentration, et donc des institutions appropriées souples et non caractérisées par des lourdeurs bureaucratiques, la bureaucratie étant le frein essentiel à l'investissement utile. Car en programment 200 milliards de dollars de dépense publique entre 2004/2009, outre qu'il fallait penser à l'entreprise et la valorisation du savoir, les infrastructures ayant absorbé plus de 70% de la dépense, ce qui constitue une mauvaise allocation des ressources financières forcément limitées, n'étant qu'un moyen, en privilégiant le volontarisme étatique et les relations personnalisées, sans penser à la mise en place d'institutions de suivi et de contrôle efficaces, il fallait s'attendre inévitablement à la mauvaise gestion et à la corruption que relatent la presse nationale. Il y a fort risque qu'il en sera de même pour les 150 milliards de dollars programmés entre 2010/2013.

6.-Réaliser un consensus national minimal entre les différentes forces politiques, sociales et économiques, évitant des monologues avec des créations bureaucratiques qui ne sont là que pour des captations de rente, en intégrant également la force sociale et économique dominante la sphère informelle, telle est la sixième question pour réaliser cette transition douloureuse mais nécessaire, la réforme globale qui est très complexe car déplaçant d'importants segments de pouvoir.

Ce sont là les six questions fondamentales auxquelles le gouvernement doit répondre en urgence, loin de tout discours démagogique qui ne porte plus, comme vouloir imposer la responsabilité à l'extérieur alors que le mal profond est en nous, ou à des forces occultes internes, alors que personne ne peut se targuer d'être plus nationaliste qu'un autre, s'il veut mobiliser la population algérienne et notamment la jeunesse qui a montré son nationalisme à travers les prouesses de notre jeune équipe de foot baal en se réappropriant le drapeau Algérie (l'instrumentalisation politique n'ayant pas porté), population qui traverse, à travers les différents scandales financiers, une névrose collective se traduisant par un divorce croissant Etat/citoyens.

En résumé, tout en évitant la sinistrose car l'Algérie a toutes les potentialités pour réussir, face à cette mondialisation impitoyable où toute Nation qui n'avance pas recule, mais également l'autosatisfaction à l'image du Titanic (les gens dansaient pendant que le bateau coulait), ou de Narcisse (c'est moi qui a raison et tout le reste est mensonge), la dure réalité du terrain étant là, la sécurité nationale étant posée, il y a urgence pour redresser la situation de l'Algérie qui traverse une crise multidimensionnelle, de débats contradictoires productifs, d'un dialogue serein et responsable loin de tout autoritarisme bureaucratique ère des années passées, donc d'une gouvernance renouvelée car continuer dans l'actuelle voie est suicidaire pour le pays.

Un débat national sous le haut patronage du président de la République, premier magistrat du

## **De la gouvernance en général, en Algérie**

Écrit par Docteur Abderrahmane MEBTOUL  
Mardi, 16 Février 2010 00:00

---

pays selon la Constitution, relatif à la gestion de la rente des hydrocarbures représentant 98% des recettes en devises, faisant vivre malheureusement tout le peuple algérien, et sur la destination du placement des réserves de change, devient donc urgent si l'on veut éviter une dérive préjudiciable aux intérêts supérieurs du pays, ne pouvant continuer dans l'actuelle politique socio-économique et gouvernance, voie suicidaire, car il y va de la sécurité nationale. Méditons cette phrase pleine de sagesse du grand philosophe Aristote « le doute est le commencement de la sagesse ».

**Docteur Abderrahmane MEBTOUL**

*Professeur d'Université en management stratégique*

[El Khabar](#)